

Point de vue

**Cynisme ou angélisme ?, par Zaki Laïdi**

LE MONDE | 13.12.07 | 14h17

La visite du président libyen à Paris n'est en soi pas choquante. Nous traitons chaque jour avec des régimes odieux mais avec lesquels nous devons composer. Soit pour des raisons stratégiques, car en traitant avec eux nous réduisons leur pouvoir de nuisance, notamment en matière de terrorisme. Soit pour des raisons économiques, car ces pays sont de grands marchés. L'argument du président de la République selon lequel il faudrait offrir un débouché politique à des régimes infréquentables décidés à s'amender ne peut pas être balayé d'un revers de main.

▼ PUBLICITE

Une publi-information IBM



**Le DSI au cœur de la stratégie d'entreprise**  
Du besoin d'innover à la réalisation.

Pour autant, faut-il continuer à suivre la pente traditionnelle de la diplomatie française, qui a toujours privilégié la realpolitik ? Y a-t-il une voie moyenne entre un cynisme politique qui ne reconnaît que les régimes en place et un "droit-de-l'hommeisme" irréaliste qui les ignorerait superbement ? La réponse est oui.

Contrairement à ce que l'on pourrait penser, la diplomatie française n'a jamais sérieusement pris en compte les enjeux liés à la démocratie ou aux droits de l'homme. Au nom d'une vision de la souveraineté qui n'est pas totalement injustifiée, elle continue à voir le monde de manière très classique. Partout nos ambassadeurs se veulent à la fois les représentants de la France et les représentants en France des gouvernements auprès desquels ils sont accrédités. D'où leur tendance prononcée à défendre les régimes en place, à mésestimer leur illégitimité et, plus grave encore, à ignorer les opposants de manière systématique.

Cette tradition bien ancrée, frisant parfois l'angélisme, existait déjà du temps de l'URSS, lorsque nos ambassadeurs négligeaient ostensiblement la dissidence. Elle se reproduit aujourd'hui en Afrique et dans le monde arabe. Les questions de démocratie et de droits de l'homme doivent tout simplement être intégrées à la formation de nos diplomates. Ce n'est pas seulement un objectif moral, et encore moins idéologique, comme c'est le cas chez les Américains.

C'est un impératif politique dans des pays où l'on voit très bien que c'est l'absence de démocratie qui constitue un obstacle dirimant au développement. De ce point de vue, la Libye est la tragique illustration d'une réalité répandue dans le monde arabe : celle de régimes rentiers dont les richesses ne produisent aucun développement. Il n'y a donc rien à attendre des contrats mirifiques qui vont se signer à Tripoli, Alger ou ailleurs. Dans la plupart des cas, ils déboucheront sur des logiques prédatrices, dont bénéficieront nos entreprises et les dirigeants de ces pays. Pendant longtemps, la France fermait les yeux sur les enjeux démocratiques dans ces pays au prétexte que le développement passait avant la démocratie. Aujourd'hui, ce théorème a révélé ses limites.

La seconde démarche devrait consister à systématiquement condamner toutes les atteintes aux droits de l'homme et à la démocratie. Il est à cet égard inacceptable d'apprendre que, dans tel pays, la France est le seul pays européen à ne pas s'associer à une protestation contre l'arrestation d'un opposant, alors qu'il faudrait mutualiser la protestation européenne. De même, il est regrettable que les postes diplomatiques français découragent très souvent l'invitation en France d'opposants à ces régimes au prétexte que cela nuirait à nos relations avec ces pays. Certes, les réalistes diront que les protestations ne servent à rien. Mais si cela était si vrai, pourquoi tant de régimes vivent-ils si mal leur condamnation, même verbale ?

**STRATÉGIE GRADUALISTE**

De surcroît, la diplomatie française continue de souffrir d'une "doctrine Chevènement" profondément erronée, qui consiste à penser qu'il est préférable de soutenir des dictatures laïques plutôt que des régimes islamistes. Mais ce raisonnement n'a aucun sens. La faillite politique des régimes arabes - faussement laïques de surcroît - constitue le meilleur adjuvant de la contestation islamiste. Et plus nous soutiendrons ces régimes peu recommandables, plus nous radicaliserons l'opposition islamiste.

Il faut enfin avoir sur ces questions une stratégie gradualiste et calibrée. Il ne sert à rien de surréagir à la moindre violation des droits de l'homme. Il faut en revanche se montrer plus sévère à l'encontre des régimes non démocratiques qui n'ont aucune réelle volonté de développement qu'envers ceux qui, quoi qu'on en dise, ont le souci de développer leur pays.

**Zaki Laïdi** est directeur de recherche à Sciences-Po.